Sylvie SCHWEITZER, *Les Inspectrices du Travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016

Linda L. Clark

Traducteur : Sylvie Kandé

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/14473>

DOI : 10.4000/clio.14473

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 11 juillet 2018

ISBN : 978-2-410-00992-7

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Linda L. Clark, « Sylvie SCHWEITZER, *Les Inspectrices du Travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 47 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/14473> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.14473>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Sylvie SCHWEITZER, *Les Inspectrices du Travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016

Linda L. Clark

Traduction : Sylvie Kandé

RÉFÉRENCE

Sylvie SCHWEITZER, *Les Inspectrices du Travail, 1878-1974. Le genre de la fonction publique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, coll. « Pour une histoire du travail », 172 p.

- 1 Le parcours professionnel des femmes qui sont entrées à l'Inspection du travail entre 1878 et 1974 est l'objet du dernier ouvrage de Sylvie Schweitzer. Après avoir écrit *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire des femmes aux XIX^e et XX^e siècles* (2000) et *Femmes au pouvoir : une histoire de l'égalité professionnelle en Europe, XIX^e et XX^e siècles* (2010), Sylvie Schweitzer s'intéresse ici à un groupe de fonctionnaires françaises employées à l'un des postes de responsabilité qu'elle évoquait dans son livre précédent (2010). Dans cette nouvelle étude qui prend en compte plusieurs générations de femmes, elle s'interroge principalement sur l'effet que les réformes en matière de lois et de décrets ont eu sur elles. Les titres des deux parties du livre soulignent la récurrence du thème de l'inégalité : « 1878-1940 : le temps des inégalités » et « 1941-1974 : la mixité sans l'égalité ». La documentation de Sylvie Schweitzer repose largement sur les dossiers personnels de 135 des 177 femmes admises à l'inspection pendant la période en question, ainsi que sur leurs rapports d'inspection dans diverses entreprises. Elle a interviewé de surcroît six inspectrices, dont cinq ont accepté d'être identifiées.
- 2 Les premières embauches de femmes à l'Inspection du travail ont eu lieu à un moment où des femmes, en nombre restreint, étaient déjà payées pour inspecter les salles d'asile

(établissements qui ont précédé les écoles maternelles), les prisons et les centres de détention destinés aux femmes et aux jeunes filles. À cette époque, d'autres femmes, volontaires non rémunérées, jouaient aussi un rôle dans certaines inspections. On justifiait l'emploi de ces inspectrices par l'idée, courante au XIX^e siècle, qu'elles avaient par nature des qualités spécifiques qui leur permettaient de mieux comprendre la situation des femmes et des enfants dans les lieux qu'elles supervisaient. La loi du 19 mai 1874, qui est venue réglementer le travail des enfants et des jeunes adolescents, a permis aux départements d'embaucher et de rémunérer des inspecteurs, hommes et femmes, sous la supervision d'un inspecteur divisionnaire payé par l'État.

- 3 Vingt départements seulement ont procédé à de telles nominations, et, parmi eux, le Conseil général de la Seine faisait exception avec l'embauche de candidates sélectionnées sur concours. On notera également que la Seine a nommé à l'inspection un nombre égal d'hommes et de femmes : en 1878, 9 femmes (7 inspectrices, 2 adjointes) et en 1890, 15 (10 inspectrices, 2 adjointes, 3 suppléantes). La loi du 2 novembre 1892 a permis la création d'un corps professionnel national payé par l'État. Elle a placé les entreprises qui employaient des femmes adultes sur la liste des lieux de travail sujets à inspection et limité la durée de leurs journées de travail et de leur emploi de nuit. Elle ne prévoyait cependant que 15 postes d'inspectrices (10 d'entre eux étant réservés au département de la Seine). Sous la pression des députés de la Seine, qui voulaient protéger les inspectrices en poste dans le département, on porta leur nombre à 19. Et comme certaines inspectrices de la Seine refusaient des postes offerts dans d'autres départements ou préféraient prendre leur retraite, six autres inspectrices, choisies grâce à un concours réservé aux femmes en 1893, furent aussi nommées autour de 1900. Même si les inspectrices recevaient le même salaire que les inspecteurs, elles ne pouvaient pas passer inspecteurs divisionnaires et n'étaient pas admises dans les locaux où on employait des hommes et des femmes ni dans les entreprises qui disposaient d'équipements industriels. L'inspection s'est développé au fil des années mais le nombre de femmes y est resté limité : en 1946 quand le chiffre de 229 inspecteurs (41 femmes pour 188 hommes) fut atteint, le pourcentage de femmes (18%) restait approximativement le même qu'en 1893 ou en 1914.
- 4 Qui étaient ces femmes attirées par l'Inspection du travail ? L'analyse multigénérationnelle de Sylvie Schweitzer montre que les premières inspectrices venaient, plus souvent que celles qui leur ont succédé, de familles bourgeoises aisées. Le poste demandait du titulaire la maîtrise d'un ensemble de lois et de règlements, la compétence nécessaire pour rédiger des rapports détaillés et le savoir-faire adéquat pour affirmer son autorité dans les relations avec les employeurs. Parfois, les premières inspectrices avaient exercé dans le domaine de la philanthropie. Mais la plupart des inspectrices initiales du département de la Seine étaient veuves, et de ce fait probablement obligées de travailler, quel qu'ait été leur statut financier précédent. Entre 1873 et 1940, plus de la moitié des nouvelles inspectrices (46 femmes sur 85) étaient mariées ou allaient se marier par la suite ; leurs conjoints étaient souvent fonctionnaires, et même inspecteurs du travail pour 10 d'entre eux. L'inspectrice-type d'avant 1914 – qu'elle l'ait été anciennement dans le département de la Seine ou qu'elle fût lauréate de l'un des quatre concours réservés aux femmes – possédait le brevet requis pour être institutrice. Pas moins de sept d'entre elles intégrèrent le Conseil national des femmes françaises, et d'autres étaient probablement favorables à des initiatives féministes de ce genre. Bon nombre des femmes qui furent nommées inspectrices dans l'entre-deux-guerres étaient, elles aussi, diplômées d'une école

normale pour institutrices, mais d'autres avaient profité des possibilités plus ouvertes d'accéder au baccalauréat ou à une licence universitaire. À partir de 1946 l'inspection demandait d'ailleurs une licence ou un diplôme de fin d'études techniques. À mesure que l'accès à l'éducation s'est plus largement ouvert aux femmes, l'origine sociale d'un bon nombre d'inspectrices a changé : elles sont venues de milieux plus modestes, toutefois des classes moyennes plutôt que de la classe ouvrière.

- 5 Les tâches des inspectrices se sont étendues à partir de 1892 lorsque de nouvelles lois sont venues limiter le travail dominical (1906), autoriser les inspectrices à entrer dans des entreprises équipées d'une machinerie légère (1908), soumettre à l'inspection le travail fait à la maison (1915), ou stipuler leur rôle dans les nouvelles procédures d'arbitrage en matière de conflits du travail (1936). En 1938 fut créé le poste d'adjoint.e. Sous le régime collaborationniste de Vichy, quatre inspectrices durent démissionner parce qu'elles avaient plus de 50 ans ou parce qu'elles étaient perçues comme politiquement indésirables. À la Libération, six d'entre elles ont été interrogées sur leur conduite pendant la guerre : on n'en a révoqué qu'une, mais trois autres ont été transférées. Après 1944 le poste subalterne de contrôleur du travail créé par Vichy fut conservé pour s'occuper la plupart du temps des entreprises qui comptaient moins de 50 employés.
- 6 Comme d'autres historiens ont déjà rendu compte de pans importants de l'histoire des inspectrices avant 1945, l'apport le plus original de Sylvie Schweitzer concerne la période d'après-guerre. Le statut des fonctionnaires de 1946, comme la Constitution de la Quatrième République, établit l'égalité des sexes, mais il autorisa des exceptions à cette égalité dans certains cas. Après 1946, le terme d'inspectrice disparut des textes officiels (mais pas de l'usage), les sections spéciales pour les inspectrices furent éliminées et le concours d'entrée devint mixte. La proportion des femmes à l'Inspection du travail resta toutefois longtemps déséquilibrée, puisque jusqu'aux années 1990 les femmes ne représenteront qu'environ un sixième de leur corps professionnel. En 1973 leur nombre sera le même qu'en 1946 (41 femmes) et il en va de même pour leur représentation à la direction départementale. Des 470 recrutés entre 1946 et 1973, 12% seulement sont des femmes. Le petit nombre de femmes promues dans la hiérarchie illustre la permanence de la résistance à l'idée qu'elles puissent superviser des hommes. En 1962, quand le poste de directeur départemental adjoint est créé, on nomme 40 hommes et 10 femmes. En 1974, quand l'Inspection du travail fusionne avec les inspectorats des transports et de l'agriculture, ces deux derniers corps ne comprennent pas de femmes. En 1985, 27 circonscriptions seulement ont une femme pour directeur régional.
- 7 Dans sa conclusion, Schweitzer compare la situation récente des femmes à l'Inspection du travail et dans des catégories similaires de la fonction publique. Après la loi Roudy de 1982, seules l'armée et la police ont continué à pratiquer des distinctions entre hommes et femmes en matière de recrutement. Mais vu la persistance des inégalités de genre, on a établi par décrets en 2011 un objectif de recrutement de 30% de femmes aux niveaux les plus élevés de la fonction publique comme du secteur privé. Et bien que certains critiques fassent valoir que les quotas entrent en conflit avec la méritocratie républicaine traditionnelle, Sylvie Schweitzer soutient que la méritocratie a longtemps permis aux discriminations de faire obstacle au progrès des femmes, sous le prétexte que les femmes ont moins de disponibilités, s'adaptent moins facilement et font preuve de moins d'autorité.

- 8 Par l'attention qu'elle porte aux détails et la base documentaire solide qu'elle a constituée, Sylvie Schweitzer propose un modèle à de futures analyses de l'histoire du statut des femmes dans d'autres postes administratifs de responsabilité.
-

AUTEURS

LINDA L. CLARK

Millersville University of Pennsylvania